

LA FRANCE LIBRE

La France aux Français

Journal Populaire, Républicain Catholique

Christ et Liberté

ABONNEMENTS

UN AN	6 MOIS	3 MOIS
20 fr.	11 fr.	6 fr.
24 fr.	13 fr.	7 fr.

LYON et Départements limitrophes...

Autres Départements.....

DIRECTEUR: F.-I. MOUTHON

LYON, Rue de la Charité, 46 - RÉDACTION & ADMINISTRATION - 46, Rue de la Charité, LYON

ANNONCES

Les Annonces sont reçues, pour Lyon et la Région :

AUX BUREAUX DU JOURNAL

A Paris : Chez M. PRÉVAL, 28, Rue d'Assas

LA JOURNÉE

Le baron de Mohrenheim a été reçu par le Président de la République auquel il a présenté ses lettres de rappel.

M. Méline a reçu la Société d'encouragement à l'agriculture représentée par son président et un certain nombre de ses membres ; le président du conseil s'est entretenu avec eux de la participation de l'agriculture à l'Exposition de 1900 et des congrès agricoles à promouvoir.

Le défenseur de Zola devant la cour d'assises s'attachera à démontrer l'illégalité de la procédure suivie par le conseil de guerre qui condamna Dreyfus, pour provoquer ainsi la révision du procès.

La commission des finances a examiné les propositions Michelin et Rose, relatives aux marchés à terme.

Le corps du marin allemand tué à Kiao-Tchéou a été retrouvé ; le bruit court d'un engagement sanglant entre des Chinois et une patrouille allemande.

FINIS GALLIE!

Il y a un traitre, plus pernicieux que les Dreyfus, qui conspire librement, sous le couvert des lois et avec la complicité du gouvernement pour perdre la patrie française, pour disperser les éléments pourris de notre race dans tous les cloaques du monde.

Il y a un préteur de révolution plus éloquent que Jaurès, un semeur de graine anarchiste plus infatigable que Sébastien Faure, un instrument d'oppression et de paupérisme plus terrible que le capitalisme juif pompant l'épargne par le soleil implacable de ses milliards.

C'est l'alcool, qui mérite nos malédictions, qui est l'auteur principal de nos maux, qui ruine la France et la race française et dont l'Etat, par un prodige d'aberration, facilite la diffusion.

L'alcool lui fournit ses principales ressources budgétaires, et notre malheureux gouvernement ne voit que cela. Il ne veut pas comprendre que la contribution tuant le contribuable, il sacrifie naïvement sa poule aux œufs d'or ; que l'impôt croissant multiplie en progression arithmétique l'impossibilité de le payer ; qu'il prend pour des revenus des parts de la vie nationale ; qu'il ne s'attaque pas à la bourse, mais à la vie de ses administrés, et que ses recettes ne mettent son budget en équilibre qu'en détruisant l'équilibre de notre race à son déclin, destinée à être bientôt submergée dans la poussée des autres peuples.

L'alcool, c'est le grand, l'irrémissible crime social de notre époque. Il n'est utile à rien et ne produit pas même l'or que l'on inscrit faiblement à son crédit.

Le savant député du Gers, le docteur Lannelongue faisait, il y a deux ans, à la Chambre française, un tableau effrayant de ses ravages. Il le montrait à nu dans son rôle d'empoisonneur, remplissant les maisons de fous, les prisons et les bagnes, frappant l'homme dans sa descendance qui disparaît totalement, d'après Darwin, à la troisième génération, causant l'épilepsie, le suicide, la stérilité, la folie, et toute la série des crimes, menaçant enfin la population ouvrière qui s'y adonne principalement, d'une disparition totale après les crises morbides de meurtre et de folie dont nous voyons l'ébauche dans des actes révolutionnaires.

Après cela, osera-t-on dire que l'impôt produit par notre ruine est un bien et qu'il faut augmenter notre ruine pour augmenter l'impôt qui en provient ?

Ce raisonnement épouvantable, charlatanesque est cependant celui de nos gouvernants qui ne font rien pour combattre l'alcoolisme parce qu'ils atteindraient la consommation et les débiants d'alcool.

Avez-vous qui se félicitent de la progression de l'impôt et ne comprennent pas qu'ils en dépendent

cent fois les ressources infâmes dans l'entretien des maisons d'aliénés, des prisons et des bagnes remplis de contribuables qui feront payer mille fois à l'Etat sa criminelle part du poison qui les fit voleurs, homicides ou fous !

Il n'y a qu'un demi-siècle que sévit sur la France ce terrible fléau de l'alcoolisme, et la voilà déjà au-dessous de l'Angleterre, l'Irlande, l'Allemagne qui ont su réagir.

Qu'on continue dans cette voie et c'est fait de notre malheureux pays, condamné à disparaître dans des convulsions populaires épileptiques dont le collectivisme et l'anarchie sont peut-être la préface.

Ah ! certes oui, Monsieur le président du conseil, c'est un péril redoutable que le socialisme révolutionnaire dénoncé par vous à la tribune. Mais voulez-vous l'anéantir ? Attaquez donc le cabaret.

On cite en Angleterre une petite ville dont j'ai oublié le nom, mais bien retenu l'exemple.

Elle est habitée par une population exclusivement ouvrière, travaillant en majeure partie dans d'immenses filatures. Et la police s'y borne à deux agents qui se baladent comme veut le métier, mais, faute de délinquants, ne dressent presque pas de contraventions. Le socialisme y est inconnu. Il y règne l'aisance et la paix, et le dimanche, après les offices du Temple, sous le regard des vieux devisant du passé, des couples chastes de danseurs parlent de famille et rêvent d'avenir.

La petite ville est heureuse, parce qu'elle n'a qu'une seule auberge où l'on boit du lait, du café, mais jamais de spiritueux.

Ah ! certes non, Monsieur Méline, le péril clérical n'est pas comparable au péril révolutionnaire.

C'était peut-être, à votre avis, un clérical à taxer ferme, à imposer lourdement et sans faiblesse pour mériter l'appui du centre, s'il eût vécu de notre temps, ce Père Capucin Théobald Matchew qui commençait en 1833, alors que la France ne connaissait pas encore ce fléau, une croisade contre l'eau-de-vie qu'il appelait une boisson d'enfer.

Il parcourut l'Irlande, l'Ecosse, l'Angleterre, l'Amérique, tonnant contre le vice dégradant de l'ivrognerie, convertissant à la tempérance ici vingt mille auditeurs en un jour, là cent mille en deux jours, laissant partout où il avait passé de puissantes associations de tempérants qui faisaient serment de s'abstenir de toutes boissons spiritueuses.

En dix-huit ans de prédications, il a peut-être sauvé ces pays, ce capucin, ce sans-famille, en leur gardant par centaines de mille les familles saines et fortes.

Seulement, les fabriques et les débits tombaient derrière lui comme des capucins de cartes. La consommation d'alcool dégringolait de 12 millions de gallons (4 litres) en 1839, à 5 millions en 1843, et la criminalité descendait en proportion.

En 1839 En 1843

Assassinats.....	66	13
Volts.....	725	257
Délits.....	12.409	7.101

Ces chiffres ont autant d'éloquence que le père Matchew, et ils pourraient apprendre à qui les méditerait que le salut de la France est en danger, la guérison de la folie criminelle et révolutionnaire des couches malsaines de la population, le plus puissant remède au paupérisme tiendraient dans cette courte formule :

L'alcoolisme, voilà l'ennemi.

MARTEL.

LA FRANCE & LES JUIFS

Avec quelle rapidité les voiles qui enveloppaient l'Israélisme se déchirent ! Comme les erreurs si longtemps accréditées, sur le monde juif, sa structure mentale et morale, sa politique, sa religion, ses instincts, ses vices, ses crimes, ses infâmes publicités ou secrètes, se dissipent irrésistiblement ! La lumière d'aujourd'hui déborde, l'éclatante vérité sort des cerveaux, la conviction est absolue, brûlante, et demande impérieusement à se transformer en lois et mesures énergiques.

Qui oserait répéter, à l'heure actuelle, ce paradoxe inepte que l'Israélisme n'est pas naturellement mauvais, mais qu'il est devenu parce qu'il a été persécuté ? Qui serait assez borné, assez imbecille, pour distinguer entre le juif des hautes

et celui des basses classes ? Entre l'Israélite français et l'Israélite allemand, polonais, persan ou turc ?

Si le juif a été exécré, c'est qu'il est, par son essence, exécrable. Que le mal est sa nature, sa vocation, son éducation, sa méditation, que toute nation, toute société où il établit son empire se désorganise, que toute corporation où il entre se décompose sous son influence délétère, que tout homme qui en fait son intime marché fatalement à sa perte.

Quant au grand juif — s'il est permis d'accoupler le mot grand avec le mot juif — c'est un foyer plus vaste de perfidie et de scélératesse. Disposant de moyens plus considérables, il fait le mal sur une plus vaste échelle ; il dévaste, il accapare, il corrompt les hommes publics, il organise l'infiltration étrangère et les invasions. Il est au petit juif ce que le crocodile est au lézard, ce que le corail est à la vipère, ce que l'arbre à poison est à la minuscule plante vénéneuse. L'orgueil théâtral du grand juif et l'humilité perverse du petit juif ne sont du reste, au fond, qu'une seule et même chose, et pour qui sait les scruter, exhalent la même odeur fétide et repulsive : l'œil faux et la voix trompeuse ont les mêmes laideurs, produisent la même sensation de dégoût et d'inquiétude insupportable.

Ah ! si l'on fouillait l'existence des grands juifs, que de crimes secrets on découvrirait ! Comme on sentirait la nécessité de châtiments impitoyables !... Je m'arrête ; ne désespérons pas de voir un jour la justice faire son œuvre. Israël expiera, en France même, ses innombrables turpitudes.

Il était écrit que l'affaire Esterhazy aurait des surprises. Les Juifs l'avaient bruyamment annoncé, et ils ont tenu parole. En effet, on a vu apparaître, dans la bassesse immonde, une des forces principales d'Israël, une de celles qu'il manie avec une perfection incroyable et une audace sans bornes : *Le Chantage*.

Et c'est le grand préteur d'Israël, le grand Rabbini de France, M. Zadoc Kahn, qui l'a fait sortir du sanctuaire ténébreux de la perversité israélienne pour l'exhiber avec un cynisme marquant.

Se procurer les lettres d'un homme, les acheter, les faire dérober, s'il le faut, en corrompant la domesticité, et les établir après les avoir photographiées, conserver précieusement les lettres d'un homme a fait l'aveu de sa détresse ou bien s'est abandonné des confidences imprudentes, pour les livrer à une publicité scandaleuse, pour s'en servir comme moyens d'outrage ou d'intimidation : c'est bien là un procédé israélite, un de ces trucs abjects qui, à nous Français, nous inspirent une profonde, une invincible horreur.

Quiconque se fait du chantage une arme n'est plus qu'un être hideux, un reptile que l'on a le droit et le devoir d'écraser. Entre une race d'hommes qui pratiquent le chantage et la France, il ne peut rien y avoir de commun ; le lien social est par là-même rompu et fait place à un antagonisme mortel.

Je suppose que le général de Luxer, qui présidait le conseil de guerre, a conservé son sang froid en écoutant la déposition de M. Weil, qui livra au grand Rabbini la lettre d'un ami. Mais l'interlocuteur, il a dû murmurer le mot que l'on traduit en arabe par *Dijlat*. C'était, au moins, le cas de caractériser ainsi le judaïsme, ce réceptacle de pourriture, cet égoût collecteur dont les eaux impures roulent à travers les siècles la trahison et l'infamie accumulées, condensées, réfractaires à tous les désinfectants.

Enfin le problème juif est catégoriquement, irrévocablement posé. Il faut le résoudre, le salut de la France le veut. La domination juive est dans son sein comme une énorme tumeur infectieuse, dont le pus se répand dans l'organisme entier. Cette tumeur, il faut d'urgence l'extirper.

L'opération sera, sans doute, difficile, douloureuse. Les judaïsants, les franc-maçons, vont hurler. Mais la France, délivrée, démontrera une fois de plus à l'univers sa vitalité indomptable et sa suprématie éternelle. Les deux hémisphères applaudiront à ses fortes et sages résolutions, avec une admiration et un enthousiasme indescriptibles, et le christianisme comptera une victoire de plus sur ses éternels ennemis.

D. KIMON.

Nos Dépêches

SERVICES TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUE SPÉCIAUX

Informations

LA CANDIDATURE SAUSSIER

Paris. — Les promoteurs de la candidature du général Saussier en Seine-et-Oise avaient négligé un point important : Le général Saussier ayant, en sa qualité de gouverneur militaire, exercé autorité sur le département de Seine-et-Oise, ne peut y être valablement élu que six mois après l'expiration de ses fonctions. Le projet que nous avons annoncé est donc momentanément abandonné.

LES MANŒUVRES D'AUTOMNE

Il se confirme que des grandes manœuvres d'automne auront lieu entre le 8^e et le 13^e corps d'armée. A l'issue des opérations militaires, le grand rassemblement des troupes aura lieu à Chalons-sur-Saône où le président de la République doit passer la revue clôturant les manœuvres.

LA FÊTE NATIONALE DE JEANNE D'ARC

Paris. — M. de Mahy doit demander à la Chambre, immédiatement après le vote du budget, de se prononcer à son tour, avant l'expiration de la législature, sur la

proposition votée au Sénat, il y a plus d'un an, et tendant à instituer une fête nationale annuelle de Jeanne d'Arc le second dimanche de mai.

M. de Mahy fera cette motion comme rapporteur des pétitions qui tendent à ce but et qui ont été prises en considération par la commission spéciale de la Chambre.

LE PRINCE OURUSOW

Saint-Petersbourg. — Le prince Orousov partira à la fin de la semaine prochaine pour présenter ses lettres de rappel à Bruxelles et ses lettres de créances à Paris.

LE BARON DE MOHRENHIM

Paris. — Le président de la République a reçu aujourd'hui, à 3 h. 1/2 S. E. le baron de Mohrenheim qui est venu lui remettre ses lettres de rappel.

L'ENCOURAGEMENT A L'AGRICULTURE

Paris. — Ce matin, le président du Conseil a reçu le bureau de la Société nationale d'encouragement à l'agriculture auquel s'étaient joints un certain nombre de présidents de nos diverses associations agricoles.

Étaient présents : MM. Edmond Caze, député, président, Georges Graux, Michel Perret, Risler, Tisserand, vice-présidents ; de Lagorsses, secrétaire général, Mir, Quintana, de Rocquigny, Saint-Yves, Méraud, Maléve, Le Gludic, Le Play, Pethaux, Saint René, Tallandier.

M. Edmond Caze, présentant la délégation et le président du conseil, a exposé les vœux de l'agriculture en ce qui concerne l'exposition universelle de 1900 qui devra être avant tout un enseignement pour les cultivateurs ; il a insisté sur les congrès qui sont le corollaire des expositions, et émis le vœu que ces congrès soient spécialisés autant que possible.

Il a assuré M. le président du conseil du dévouement de la Société d'encouragement à l'agriculture qui, dans toutes les circonstances, encouragera de toutes ses forces l'œuvre considérable à laquelle M. Méline a attaché son nom.

M. Méline s'est montré très touché des sentiments qui lui étaient exprimés.

Il dit combien il appréciait les concours qui lui étaient offerts, combien il en avait besoin pour l'Exposition universelle.

En ce qui touche les congrès spéciaux, il a promis de soumettre la question à la prochaine réunion du congrès général de l'agriculture, dont il est le président.

LE PROCÈS ZOLA

LES DÉFENSEURS DE ZOLA

Paris. — Le *Matin* donne les renseignements suivants sur les pièces de M. Zola et sur les témoignages que la défense doit invoquer :

« Les défenseurs de M. Zola sont aujourd'hui pleinement convaincus que des débats de demain seraient finalement la révision du procès Dreyfus, quel que soit le verdict des jurés dans l'affaire Zola. Tout l'effort de la défense, nous pouvons l'affirmer, portera sur ce point : prouver que Dreyfus a été condamné illégalement sur des pièces produites en chambre du conseil et à l'insu de son avocat, M. Demange. »

« M. Labori s'efforcera donc d'établir que M. Zola n'a entrepris sa campagne contre l'état-major, les chefs militaires et les membres du conseil de guerre qu'après avoir eu la preuve de l'illégalité de ce jugement, justifiant ainsi l'attitude de l'écrivain. Si cette preuve est faite au cours du procès Zola, la révision du procès apparaît, ajoute-t-on, comme une conséquence inévitable. »

« M. Demange sera un des témoins dont le déposition apportera le plus fort argument à l'accusé. Ce qui se passa lors du procès Dreyfus, M. Demange n'en dira rien, il est par là-même professionnel ; mais il y a en dehors de ces débats des incidents antérieurs et postérieurs au jugement qui furent révélés à M. Demange et qu'il a le droit de dire. C'est sur ces incidents, affirme-t-on, sur ces faits à côté du procès Dreyfus que M. Demange s'expliquera avec la plus grande énergie. »

TÉMOIN MYSTÉRIEUX

Un autre témoin très important est M. Emile Sallé, ancien avocat à la cour d'appel et père de M. Albert Sallé, actuellement avocat.

Le *Gaulois* raconte ainsi, hier matin, pourquoi M. Sallé avait été cité par M. Zola : M. Sallé assistait à un dîner au cours duquel plusieurs personnes élevèrent des doutes sur la culpabilité de Dreyfus. Alors, un des convives, officier qui avait siégé au conseil de guerre et condamné Dreyfus, prit la parole et déclara que le conseil était fort perplexé lorsqu'il entra dans la chambre des délibérations et qu'on ne savait pas si on n'allait pas acquiescer Dreyfus, mais qu'en présence des pièces qui auraient été communiquées en chambre des délibérations tous les officiers furent convaincus de l'entière culpabilité de Dreyfus et n'hésitèrent plus, dès lors, à lui appliquer la peine la plus sévère pour son épouvantable forfait !

Le *Gaulois* ajoutait que M. Sallé communiqua aussitôt, à M. Demange cette conversation, entendue par lui il y a trois ans environ et c'est à partir de cette révélation que les défenseurs de Dreyfus s'agitèrent.

Les officiers qui siégèrent au conseil de guerre sont cités par la défense pour s'expliquer justement sur ce point précis. Mais il est vraisemblable qu'ils refuseront non seulement de s'expliquer, mais encore de comparaître devant la cour d'assises, et la défense ne pourrait qu'en triompher si les dépositions de certains témoins, qui lui seraient favorables, n'é-

taient point contredites ou démenties par les intéressés.

Quant à M. Sallé, a-t-il vraiment entendu, dans un dîner, l'affirmation de l'officier qui siégeait au conseil de guerre ? Nous avons essayé de le savoir. Nous pensons, après avoir recueilli divers renseignements, que M. Sallé connaît effectivement un fait précis se rapportant à l'affaire Dreyfus.

Mais c'est un secret qu'il ne veut pas livrer à qui que ce soit.

Hier soir, il nous a nettement déclaré qu'il resterait d'un mutisme absolu.

Cependant il qualifie de « raconter » le récit de notre confrère.

A deux questions catégoriques que nous lui posons, M. Sallé répond tout de suite : « Je ne connais personne de la famille Dreyfus ; on ne m'a pas présenté de liste de protestation contre le jugement du conseil de guerre, et je n'ai rien signé. »

Quant à M. Demange, je n'aurais pu vivre trente-cinq ans au Palais sans le connaître. Je ne puis vous dire autre chose, ni ce que je sais, ni si j'irai ou n'irai pas témoigner devant la cour d'assises, et vous approuveriez certainement mon silence si vous en saviez la cause. »

LES TÉMOINS ÉTRANGERS

Le *Gaulois* croit savoir que les membres du personnel des ambassades d'Allemagne, d'Espagne, d'Italie et de Russie portés sur la liste des témoins s'abstiendront de comparaître.

Ajoutons, dit également notre confrère, que M. Zola ne trouvera aucun huissier qui consente à citer à domicile un agent diplomatique.

Il y a quelques années, un officier ministériel parisien crut pouvoir aller signifier un acte de procédure à un secrétaire d'ambassade ; sur la plainte de ce dernier l'huissier fut mandé au parquet et très vivement blâmé ; on parla de le destituer. Actuellement, si un huissier parisien se permettait de citer comme témoin en justice, non par voie diplomatique, mais directement, un ambassadeur ou un secrétaire d'ambassade, il encourrait, de la part de la chambre des huissiers, une peine disciplinaire grave ; après quoi le parquet sévirait.

M. ZOLA ET LES CONSCRITS

Les conscrits de Puteaux, de Suresnes et de Nanterre avaient organisé une grande cavalcade à l'occasion de leur tirage au sort.

Sur l'un des chars ouvrant la marche, un mannequin représentait Zola tenant entre ses jambes une tinette et portant un écriteau sur lequel se lisaient en lettres énormes : « A bas Zola ! »

Des grenadiers de la vieille garde marchaient à côté, porteurs de bannières sur lesquelles étaient les inscriptions : « A bas les traitres ! Vive l'armée ! »

La cavalcade comprenant environ cent cinquante cavaliers est partie de la place de la Mairie, à Puteaux, à deux heures et a parcouru les principales voies de la ville ainsi que les environs au milieu d'une foule considérable de curieux. Sur son passage, des cris répétés de : « Vive l'armée ! A bas les traitres ! » se sont fait entendre.

Les Marchés à Terme

Paris. — La commission des marchés à terme a poursuivi l'examen du projet Michelin et Rose.

La commission a écarté le projet Michelin en raison de l'impossibilité de distinguer dans la plupart des cas les marchés à livrer des marchés fictifs et de la difficulté qu'on rencontre à définir ces derniers ; pour la même raison, elle a écarté l'article 4 du projet de M. Rose tendant à revenir sur la loi de 1885 et à rétablir l'exception de jeu.

Elle a au contraire retenu la partie de cette proposition tendant à poursuivre l'agiotage et à réprimer l'accaparement par une modification de l'article 419 du code pénal.

La commission a admis en principe la nécessité d'une réglementation légale des marchés à terme sur les marchandises.

La prochaine réunion sera consacrée à l'examen des mesures à prendre pour atteindre ce but.

L'Aggression de Kiao-Toheou

Londres. — Les journaux reproduisent d'après le *Shanghai Mercury* une dépêche de Chien Fou disant que le corps du marin allemand tué récemment à Kiao-Tchéou fut découvert par un petit détachement allant relever la garde descendante. La garde montante fut attaquée par une centaine de chinois et fut massacrée, assure-t-on, tout entière. Les Chinois auraient eu 12 morts.

Le correspondant du *Mercury* ajoute qu'une grande émotion règne en ce moment à Kiao-Tchéou où l'on croit que cette nouvelle agression motivera de nouvelles exigences de la part de l'Allemagne.

LE GOUVERNEMENT DE LA CRÈTE

Paris. — « Pourquoi donc voulez-vous résoudre cette question crétoise ? Elle ne date pas d'hier, ni d'avant-hier, ni même de l'insurrection de 1821, ni même de la conquête turque ; elle date des Vénitiens ; elle dure depuis 1204, soit en chiffres exacts, depuis six cent quatre-vingt-trois ans et vous voudriez la boucler du jour au lendemain ! »

Cette phrase que je découpe dans un très intéressant article de M. Victor Béard publié récemment par la *Revue de Paris*, vient à propos pour calmer les impatiences de l'Europe au sujet du règlement du conflit gréco-turc.

L'autonomie de l'île de Crète décidée, avant la déclaration de guerre, a été régulièrement reconnue depuis la signature du traité de paix. La Crète a donc au-

jourd'hui le droit de se gouverner elle-même... Il ne lui manque plus qu'un gouverneur.

La France avait proposé un suisse, M. Numa Droz ; l'Allemagne, un luxembourgeois, le colonel Scheffer ; l'Autriche un monténégrin, M. Petrowitch. Aujourd'hui, la chancellerie de Saint-Petersbourg met en avant la candidature du prince Georges de Grèce ; la France et l'Allemagne ne seraient pas opposées à cette nouvelle combinaison ; les autres puissances européennes finiront-elles par l'accepter, c'est possible. La résistance la plus difficile à vaincre sera celle de la Porte qui voit dans la nomination du prince Georges une annexion déguisée.

La question en est là ; puisqu'elle dure depuis plus de six siècles, l'Europe peut bien en attendre la solution encore quelques mois.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 28 janvier. — Présidence de M. Brisson

La séance est ouverte à 1 h. 10.

Une vingtaine de députés à peine ont répondu à l'appel fait hier soir par le président au rôle de la Chambre.

M. Brisson réitère ses obligations :

« Je crois devoir adresser à ceux de mes collègues que je ne vois pas quelques paroles discrètes. »

Très bien ! très bien ! s'écrient les rares collègues présents.

M. Brisson. — J'avais annoncé hier que j'ouvrais la séance à 1 heure précise. Il est 1 h. 14 et je n'aperçois ici que quelques rares fidèles. Or nous avons pris hier des engagements purement négatifs. Le régime de la libre discussion que la France a repris après tant de malheurs causés par le régime contraire n'est pas une simple machine. (Très bien, très bien) disent en chœur les vingt fidèles. ... Une simple machine qu'une vaste société anonyme, qu'on appellerait une nation, puisse abandonner à quelques mécaniciens. Il réclame un effort quotidien, sincère et personnel de tous et de chacun. C'est cet effort que je sollicite, espérant que mon appel sera entendu.

Vingt païres de mains applaudissent. Nous verrons demain si le président aura préché dans le désert.

Le Budget de la Guerre

La Chambre étant toujours en nombre pour délibérer, on reprend la discussion du budget de la guerre au chapitre 44 (Établissements d'artillerie).

M. Maurice Faure. — Je demande un relèvement de crédit de 100.000 francs en faveur des vieux ouvriers civils renvoyés sans pension de retraite par suite d'invalidité. Je crois devoir rappeler l'attention du ministre sur cette situation et réclamer pour mes protégés un droit à des secours viagers.

M. le général Deloye, commissaire du gouvernement. — Le problème dont vous proposez la solution est très complexe. Il ne faudrait pas, pour améliorer la situation du personnel auxiliaire, gêner celle du personnel permanent ; l'industrie militaire est par nature intermittente ; il ne faudrait pas porter la perturbation dans tous les services de l'administration ; par ordre du ministre, on accorde des secours prolongés les plus larges et on continuera à les accorder. (Très bien.)

M. M. Hérisse et Brincard soutiennent l'amendement Faure.

M. Boudnot (rapporteur). — La commission est d'accord avec le gouvernement pour donner des secours auxquels ont droit de vieux ouvriers de l'Etat ; pour cela une somme de 51.800 francs suffira ; la commission est décidée à accepter cette augmentation. (Applaudissements.)

M. Gavagnac. — Il s'agit d'accorder des secours viagers avec garantie aux ouvriers ayant trente ans de services et même après quinze ans ; c'est cette garantie qu'il faudrait inscrire dans la loi.

M. le général Billot. — Mon cher collègue, défendez l'amendement, mais mon devoir m'oblige à le repousser. Il créerait une nouvelle catégorie de pensions. Je m'en tiens aux déclarations du commissaire du gouvernement.

L'amendement est repoussé par 360 voix contre 183.

M. Chauvin. — Je propose une augmentation de 100 francs avec invitation au ministre de

Ale. Chélaassière.....	612	C ^e Génér. des Baux	
Établissement. Cell.....	15	Forces mot. du Rh.....	
Usines Franc-Rouss.....	15	C ^e des Abattoirs.....	280
Seine Lyon-Macon.....	285	Prod. chim. d'Aleis.....	100
Fond. Foras Aleis.....	285	Usines du Rhône.....	
Paris Rana.....	400	Carrières du Midi.....	4575
St-Bankow.....	4890	Plaques Lumière.....	
	540	Immaubles St-Paul.....	135
	540	Meubles Saint.....	
Mines			
Loire.....	704		
Mont.....	125		
Saint-Brisson.....	125		
Rive-de-Gier.....	17		

	DERNIER	PRIÉE.	DERNIER	PRIÉE.	
	SOMME	CLOTURE	SOMME	CLOTURE	
STAY					
DEBUT					
FIN					
TOTAL					

DATE	DEBITE	PRECED.	DEBITE	PRECED.	DEBITE	PRECED.
1950	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1951	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1952	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1953	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1954	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1955	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1956	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1957	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1958	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1959	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1960	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1961	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1962	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1963	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1964	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1965	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1966	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1967	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1968	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1969	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1970	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1971	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1972	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1973	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1974	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1975	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1976	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1977	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1978	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1979	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1980	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1981	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1982	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1983	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1984	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1985	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1986	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1987	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1988	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1989	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1990	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1991	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1992	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1993	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1994	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1995	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1996	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1997	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1998	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1999	1000	1000	1000	1000	1000	1000
2000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
2001	1000	1000	1000	1000	1000	1000
2002						

[illegible]